

QUELLE ESPERANCE POUR NOTRE PAYS ?

Conférence de Carême donnée le jeudi 2 mars 2017 à Notre-Dame de Pentecôte par le Père François BOEDEC, Directeur du Centre Sèvres (Faculté jésuite de Paris) et futur Provincial Jésuite de la Province de l'Europe francophone.

Le Père nous invite à penser la dimension politique de nos existences, à partir d'une lecture du texte publié par le Conseil Permanent des Evêques de France en octobre 2016 et intitulé : Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ?

TEXTES ANTERIEURS DE L'EGLISE DE FRANCE CONSACRES A LA POLITIQUE

- 1972 Politique, Eglise et Foi, pour une pratique chrétienne de la politique
Ce texte reconnaît la pluralité politique dans le catholicisme.
- 1991 Politique l'affaire de tous par la Commission Sociale des Evêques de France, soucieux de la désaffection des Français envers la politique
- Et dans son prolongement en 1999 : Réhabiliter la politique
Le chrétien est invité à s'engager pour défendre la dignité humaine, protéger l'étranger, œuvrer en faveur de la Justice, pour les plus pauvres, pour le respect de la Création...
- En juin 2016 : 2017, année électorale, quelques éléments de réflexion
- Octobre 2016 le présent texte plus développé qui dépasse le contexte des élections présidentielles.

CARACTERISTIQUES DU TEXTE D'OCTOBRE 2016

La réflexion porte sur la quête de sens qui devrait être première par rapport à l'exercice de la politique. Les évêques veulent refonder le politique et sont fidèles à Deus caritas est de Benoît XVI qui affirme : « le chrétien ne peut ni ne doit rester à l'écart de la lutte pour la Justice. » Il convient de « réveiller les forces spirituelles », pour reprendre l'expression des Evêques.

Les 9 premiers chapitres proposent un regard lucide sur la situation de la France aujourd'hui :

Retrouver le politique, une société en tension, Un contrat social à repenser...

Après ces nombreux constats, le 10ème chapitre s'intitule « Un pays en attente, riche de tant de possibles. »

Viennent ensuite des questions pour échanger en groupes.

Le texte s'adresse à « tous les habitants de notre pays » de manière à parler à tous pour que tous se parlent. Il se veut accessible au plus grand nombre.

Il interpelle les médias et les réseaux sociaux qui jouent aujourd'hui un rôle considérable dans l'espace public. En face, chacun est invité à s'interroger sur son degré de liberté dans ce contexte.

Quelles sont les principales affirmations de ce texte ?

1. Le premier constat général consiste à montrer que le pays va mal. La société est à fleur de peau, elle méconnaît ses racines et son héritage chrétien. De plus, les Français déplorent la judiciarisation de la société, ils sont déçus par l'Etat-Providence. Nombreux sont

ceux qui souffrent du chômage, voire de l'exclusion. Quant à l'intégration, elle est également problématique.

Dans ce contexte il est urgent de retisser du lien social, et de réapprendre à se parler.

2. Affirmation de la nécessité absolue du politique qui précède la politique (fonctionnement pratique de la Cité) et ne s'y résume pas. Le « nous » dépasse les particularités c'est pourquoi la recherche de l'intérêt général et du bien commun restent essentielles.

3. Importance de la parole.

On assiste à une crise de la parole, elle est pervertie, disqualifiée, confisquée, alors que le débat doit être un espace d'exercice de la responsabilité politique. Il faut donc « relégitimer la parole publique. »

4. Le sens semble avoir déserté le débat politique. Il est question d'économie et de finances, mais on ne se pose pas la question du pourquoi. Or le sens de l'engagement politique est de « se réaliser comme personne au sein d'une communauté de personnes. » L'absence de la question du sens renvoie au lien que le Pape François établit entre la crise sociale, la crise écologique et la crise spirituelle.

5. En politique, le compromis, souvent considéré comme une solution insatisfaisante, porteur d'un nouvel affront, a besoin d'être réhabilité. En effet la politique n'est « pas une confrontation des vérités, mais une recherche ensemble en vérité », écrivent les Evêques. Le compromis n'est pas la compromission mais un fruit du débat.

6. Les conditions d'un vrai débat : parler de manière à ce que le dialogue ne soit pas fermé, s'exprimer clairement, manifester sa liberté intérieure, tout en respectant ses interlocuteurs.

Nous devons faire preuve, à l'égard d'autrui, de cette patiente confiance que Dieu a pour l'homme.

7. La laïcité qui règle depuis des décennies les relations entre l'Eglise et la société française s'est durcie depuis vingt ans. René Rémond en faisait déjà le constat dans Le christianisme en accusation en 2000. Aujourd'hui la place de l'Islam dans la société serait de nature à remettre en question la laïcité vécue dans notre pays .

DIMENSION POLITIQUE DE NOTRE EXISTENCE ET DISCERNEMENT

Le Carême est bien l'occasion de regarder, avec Dieu, où nous en sommes dans nos vies et notamment de nous demander si nous n'avons pas déserté le champ de la politique...

- Comment est ce que je me situe dans la communauté ?
- Comment est ce que je vois l'avenir de mon pays ?
- Quels sentiments m'habitent à la pensée de la vie politique ? (Il y a une dimension affective, voire passionnelle dans ce domaine.)
- Comment j'ordonne mes idées et je pose des choix électoraux ? (Les traditions familiales ont leur poids).
- Est ce que je connais vraiment les programmes et qu'est ce qui me paraît prioritaire ?
- Quelle est la personnalité des candidats ?

Ces questions sont à envisager avec Dieu et avec les autres. Elles font l'objet d'un discernement qui consiste à faire venir à la lumière ce qui est caché, pour faire la volonté de Dieu. Discerner pour choisir et choisir avec le Christ, à la lumière de l'Evangile.

Le croyant doit porter ses réflexions dans la prière et choisir en conscience ?

« La conscience est le centre le plus secret de l'homme, le sanctuaire où il est avec Dieu. »
(Gaudium et spes).

Comment éclairer la conscience ?

Par la prière, les Ecritures, la vie sacramentelle, pour entretenir une foi vivante, la connaissance du Magistère de l'Eglise, le partage en communauté chrétienne, mais aussi dans des groupes plus larges pour éviter « l'entre-soi ».

L'engagement et le dialogue sont toujours affaire de courage.

Mais n'oublions pas enfin que dans la tradition chrétienne, nous sommes membres d'un peuple et que l'Espérance chrétienne est collective.

QUELQUES ENJEUX ACTUELS

Le contexte actuel est double, certes il y a une désaffection des citoyens face à la politique mais elle n'est pas le signe d'un individualisme, car les Français témoignent d'une vive générosité.

Quand l'homme politique dérive vers des intérêts particuliers, il perd le sens du bien commun. Les citoyens ne font plus confiance. On assiste à une baisse de la participation aux élections . Il y aurait tout un travail à faire pour reconstruire la confiance.

Un cadre juridique trop contraignant est également décourageant pour tous ceux qui seraient prêts à prendre des initiatives. Les obligations juridiques seraient donc à repenser.

L'heure de la mondialisation est aussi l'heure de la diversité, mais cette pluralité ne donne pas naissance à une société pluraliste. La société souffre aujourd'hui de la perte d'une mémoire collective.

Les Evêques de France constatent dans le texte Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique, que la France va mal. Toutefois le politique, qui repose sur la recherche de l'intérêt général, doit être le lieu de la recherche du sens, en amont de ce qu'est la politique elle-même. Dans ce champ, une parole restaurée est la condition d'un débat véritable, à la recherche d'un compromis qui ne soit pas compromission.

Le Carême est pour nous un temps de discernement notamment à partir de la question de la dimension politique de nos existences. C'est en conscience et dans la prière que le croyant pose des choix.

Au cœur de cet espace politique, nous reconnaissons le modèle du Christ, libre de tout pouvoir et qui se donne à travers sa mort et sa résurrection.

Notes d'Anne Plauchu

CE N°847